

N° DP 24/383

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION DU SITE DE : N°83-66, BOIS DE COURBEBASSE EN VUE DE L'AMENAGEMENT ET LA REALISATION DE TRAVAUX - CREATION D'UNE NOUE HYDRAULIQUE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision métropolitaine du 31 août 2020 approuvant la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du Littoral, incluant le bois de Courbebasse, signée le 28 septembre 2020,

VU la délibération du Conseil d'administration du Conservatoire du littoral du 5 mars 2020 approuvant la convention type,

VU la consultation du Conseil des rivages de méditerranée en date du 26 février 2024 au titre de l'article R 322-36 du Code de l'Environnement,

VU le projet de convention, ci-joint,

CONSIDERANT que l'association UMANE a sollicité le Conservatoire du littoral et la Métropole pour aménager une noue hydraulique sur le site du bois de Courbebaisse, sur la parcelle AP n°236 dans sa partie aval, jouxtant la résidence AZUR,

CONSIDERANT que cette noue est destinée à exonder le site et guider le ruissellement hors des bâtiments de la Résidence qui fera prochainement l'objet de travaux d'aménagement et d'une restructuration,

CONSIDERANT que le Conservatoire du littoral a décidé de conventionner ces travaux par une maîtrise d'ouvrage déléguée à l'association UMANE afin de régler les modalités de réalisation des travaux et de financement,

CONSIDERANT que le montant estimatif global des travaux de création de cette noue s'élève à 6 675,00 €HT ; travaux à l'entière charge de l'association UMANE, ainsi que l'entretien de cette noue pendant toute la durée de l'ouvrage,

CONSIDERANT que le Conservatoire du littoral et la Métropole ont émis un avis favorable sur le contenu du projet de convention à maîtrise d'ouvrage déléguée,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

DE SIGNER la convention de maîtrise d'ouvrage avec le Conservatoire du littoral et l'association UMANE en vue de l'aménagement et de la réalisation de cette noue hydraulique ainsi que son entretien annuel.

La présente Décision sera

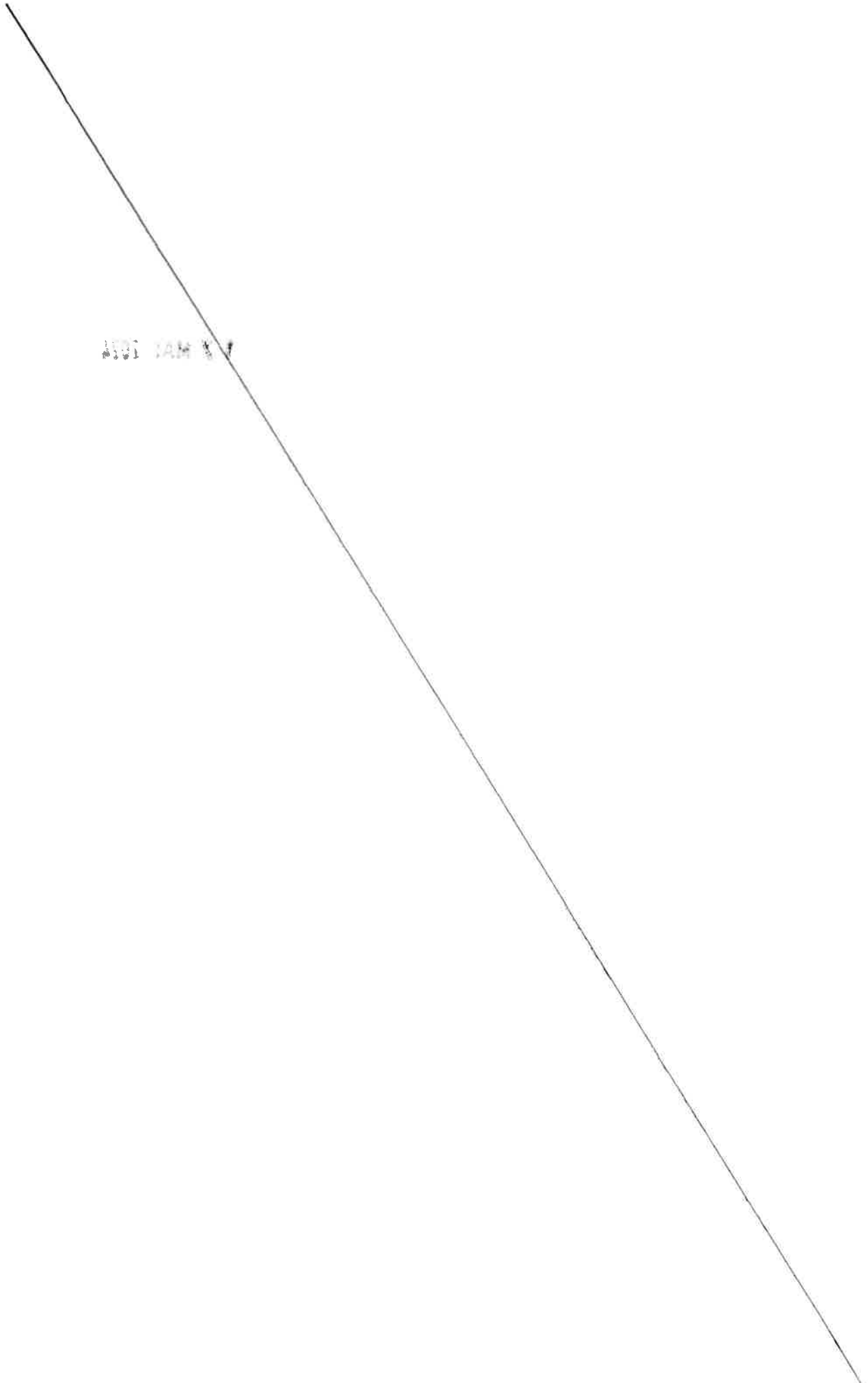
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **17 MAI 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION DU SITE DE : N°83-66, BOIS DE COURBEBASSE
EN VUE DE L'AMENAGEMENT ET LA REALISATION DE TRAVAUX : CREATION D'UNE NOUE
HYDRAULIQUE**

Vu l'Article L 322-10 et l'article R 322-12 du Code de l'Environnement ;

Vu les articles L.2122-1 à L.2122-3, L2122-9 à L.2122-12, L.2122-14 et les articles R.2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Conservatoire du littoral du 5 mars 2020 approuvant la convention type

Vu la consultation du Conseil des rivages de Méditerranée en date du 26/02/24 au titre de l'article R 322-36 du code de l'environnement ;

Vu la convention-type visée par le contrôle général économique et financier en date du 28 février 2020 ;

Vu la convention confiant à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, en date du 28/09/2020 et pour une durée de 6 année,

ENTRE

le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, représenté par sa directrice Agnès Vince, agissant en application de l'article R. 322-37 du Code de l'environnement, et ci-après appelé « **le Conservatoire** »

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN et dont le siège est à l'hôtel de la Métropole au 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30 536, 83 041 TOULON CEDEX, et agissant en cette qualité pour et au nom de la Métropole en application de la délibération métropolitaine n° 23/05/078 du 04 mai 2023, gestionnaire du bien désigné ci-après et Ci-après dénommée « **Gestionnaire** »,

d'une part,

ET

L'association UMANE demeurant au RUE AMBROISE PARE, 83160 LA VALETTE-DU-VAR, représentée par son Directeur Général Monsieur Alexandre MULLER,

Ci-après dénommé « **Bénéficiaire** »,

d'autre part,



IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

Préambule général

L'association UMANE, représentée par son Directeur Général, Monsieur Alexandre MULLER, a sollicité le Conservatoire du littoral (Propriétaire du site) et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Gestionnaire du site) pour aménager une noue hydraulique sur le site du bois de Courbebaisse, sur la parcelle AP n°236 jouxtant la Résidence Azur. La création de cette noue doit limiter le ruissellement sur la partie sud des bâtiments de la Résidence qui fera prochainement l'objet de travaux d'aménagement et d'une restructuration.

La présente convention est établie en application de l'article L.322-10 du Code de l'Environnement qui prévoit que "l'aménagement et la réalisation des travaux portant sur des immeubles relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres peuvent être confiés, en vue d'assurer la conservation, la protection et la mise en valeur des biens, à l'une des personnes publiques ou privées désignées à l'article L. 322-9 du présent code dans le cadre d'une convention d'occupation n'excédant pas trente ans. Les missions confiées doivent être conformes à la mission poursuivie par le Conservatoire. Cette convention peut habiliter le bénéficiaire à accorder des autorisations d'occupation non constitutives de droits réels d'une durée n'excédant pas celle de la convention. Le bénéficiaire est choisi librement. En fin de convention d'occupation, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité pour les améliorations apportées à l'immeuble".

Le Conservatoire du littoral transfère la responsabilité de la conception et de la réalisation d'un programme de travaux : la maîtrise d'ouvrage des travaux visés par la présente convention est transférée au bénéficiaire.

Cette convention n'est pas constitutive de droits réels sur les biens concernés.

Article 1 : Objet

Conformément aux articles L 322-10 et L 322-9 du Code de l'Environnement, le Conservatoire confie :

- à l'association UMANE, le financement, l'aménagement et la réalisation de travaux : création d'une « noue hydraulique », destinée à exonder le site et guider le ruissellement hors du futur aménagement de la résidence Azur, située au 161 avenue Raimu, au Pradet.
- Ce projet d'aménagement est défini à l'article 4 ci-après, sur les terrains situés en aval nord-ouest du bois de Courbebaisse.

La présente convention définit les droits et obligations des parties contractantes.

Article 2 : Consistance des biens concernés :

Les biens concernés par la présente convention consistent en :

-La parcelle : Section AP n°236 cadastrée sur la Commune de LE PRADET, conformément au plan de situation en annexe 1 de la présente convention. Les biens représentent une zone naturelle d'environ 450 m², située en amont de la Résidence Azur.

Article 3 : Principes d'aménagement et de réalisation des travaux.

3.1 Disposition générale

Il est ici rappelé que conformément à l'article L 322-1 du Code de l'Environnement, l'intervention du Conservatoire sur le site du bois de Courbebaisse a pour objectifs la sauvegarde de l'espace littoral ainsi que le respect des sites naturels et de l'équilibre écologique et conformément à l'article L 322-9 du Code de l'Environnement « ce domaine est ouvert au public dans la limite de la vocation et de la fragilité de chaque espace ».



Les terrains objet des présentes ont fait l'objet d'un Plan de gestion approuvé par le Conservatoire et le gestionnaire en 2009 fixant notamment les priorités suivantes :

➤ **Concernant les terrains** : Objectifs poursuivis (assurer une veille écologique du site, suivi et régulation des espèces envahissantes, ouverture, accueil raisonné et sécurisé au public, etc...), déclinés dans un projet d'aménagement et de restauration en vue d'assurer la conservation, la protection et la mise en valeur des biens (aménagement et valorisation paysagère du jardin, adoption d'un règlement spécifique du site, développer le rôle pédagogique du site, etc...)

Les principes de gestion et d'aménagement du site devront dans tous les cas être conformes aux prescriptions du plan de gestion, dont le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance, et respecter les réglementations d'urbanisme applicables. Sur ce dernier point, le bénéficiaire instruira et déposera les demandes d'autorisations préalables aux travaux **qui seront visées par le Conservatoire et établies en son nom**.

Le Bénéficiaire s'engage à communiquer au Conservatoire et au Gestionnaire, préalablement à la réalisation du chantier, les plans d'exécution des ouvrages et de conduite du chantier. Le Conservatoire et le Gestionnaire s'engagent à faire part au Bénéficiaire des remarques éventuelles dans un délai maximum de 20 jours à compter de la réception des documents. En l'absence de réponse, l'avis du Conservatoire est réputé favorable.

Le Bénéficiaire s'engage à coordonner son programme de travaux avec le gestionnaire visé ci-dessus et à respecter les prescriptions du plan de gestion et les clauses de la convention signée avec le gestionnaire citée ci-avant qui ont été portées à sa connaissance.

3.2 Dispositions particulières

Le Bénéficiaire devra stipuler, dans tous les contrats et marchés qu'il serait amené à passer avec des tiers, que le Conservatoire en tant que propriétaire, sera subrogé au Bénéficiaire dans toutes les garanties légales ou particulières prévues aux contrats notamment concernant les travaux sur le bâti dans l'hypothèse de la résiliation de la présente convention du fait du Bénéficiaire.

Article 4 : Programme et enveloppe financière prévisionnels.

4.1 – Programme des travaux

L'opération consiste en la réalisation d'une noue hydraulique de transit limitant le ruissellement sur la partie sud des bâtiments de la Résidence Azur.

Le projet propose la création d'une noue d'environ 80 ml, pour une largeur variable de 2 à 6 m. Elle aura une profondeur de 30cm. Sa superficie est d'environ 450m².

Il s'agit d'ensemencer la noue paysagère par une prairie rustique adaptée aux conditions pédoclimatiques du site permettant une meilleure intégration paysagère de l'ouvrage (bien que très discret) et une fixation à long terme des modelés amont et aval.

Entretien de la noue à la charge du bénéficiaire pendant toute la durée de vie de l'ouvrage :

L'entretien de l'ouvrage est donc très limité avec une fauche de la prairie (non irriguée) une à deux fois par an.

Le site est recouvert d'une litière de feuilles issue des nombreux feuillus attenants à l'ouvrage. Cette litière va également se déposer au sein de la noue sans toutefois perturber son fonctionnement hydraulique. Une visite de contrôle une à deux fois par an permettra cependant d'éliminer tout risque d'engorgement au point de récolte le plus à l'Ouest (au droit du mur de limite du bois de Courbebaisse).

Les arbres proposés à la plantation seront formés en cépées pour une meilleure intégration paysagère. Ces derniers ne demandent pas d'entretien particulier mise à part un plombage conséquent à la plantation (réalisé par l'entreprise en charge des travaux paysagers). La plantation des sujets et la semence de la noue devront être réalisées entre les mois d'octobre et de mars afin d'éviter les périodes de fortes chaleurs préjudiciables.

Le projet intègre également le dessouchage de deux mimosas fragiles (préalablement abattus par les gestionnaires du site). Les déblais issus de la noue permettront de reboucher les fosses d'arbres dessouchés.



Les déblais supplémentaires seront soit disposés au sein du bois de Courbebaisse (implantation à cibler avec les gestionnaires du site) soit évacués à la charge de l'association l'UMANE.

Le programme prévisionnel des travaux est défini à l'annexe 2 à la présente convention.

L'ensemble des travaux sera conduit par le Bénéficiaire ou confié à des entreprises intervenant sous sa maîtrise d'ouvrage. Dans le cas où, au cours de cette mission, le Conservatoire ou le Bénéficiaire estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière, un avenant à la convention devra être conclu avant la mise en œuvre de ces modifications.

Le Bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme défini en annexe et de la réglementation en vigueur au regard notamment du Code des marchés publics (sauf si le bénéficiaire est une association).

Toute nouvelle tranche de travaux devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention signé par les parties.

4.2 – Montant des travaux

L'enveloppe financière de l'opération est fixée à titre indicatif à 6 675,00 € HT, selon le détail figurant en annexe 3 de la présente convention.

La participation financière du Conservatoire du littoral et du gestionnaire s'élèvera à 0 % du montant global HT¹ des travaux.

Article 5 : Transmission

Le bénéficiaire après agrément du Conservatoire pourra transmettre le bénéfice de la présente convention, pour la durée restante de l'autorisation, à l'une des personnes publiques ou privées désignées à l'article L 322-9 :

- dans le cas d'un transfert de compétence prévu par la loi,
- ou s'il est estimé, pour des raisons conjoncturelles et avant toute exécution de travaux qu'une autre personne publique ou privée listée à l'article L 322-9 (ou associée au bénéficiaire actuel) est mieux à même de conduire les travaux de mise en valeur du site.

Le Conservatoire pour sa part, en cas de carence du bénéficiaire en cours d'exécution des travaux, pourra rechercher un autre bénéficiaire afin que les immeubles lui appartenant ne fassent pas l'objet d'une perte d'intégrité.

Article 6 : Suivi -Evaluation

➤ Des réunions de suivi seront organisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux à la diligence du Bénéficiaire ou du Conservatoire du littoral *ou du gestionnaire*.

➤ *Le Conservatoire et le bénéficiaire et le gestionnaire procéderont ensemble, tous les ans, à un bilan de l'exécution de la convention.*

➤ A la fin des travaux, le Bénéficiaire adresse au Conservatoire du littoral un compte rendu des travaux achevés accompagné d'un bilan financier exhaustif des investissements réalisés. Une visite sur place est organisée à la suite de laquelle est délivré un procès-verbal de réception sans réserve des travaux réalisés valant quitus pour le bénéficiaire, transférant la propriété des travaux à cette date.

Article 7 : Occupations des terrains et sous-traitance.

7.1 – Conditions générales

¹ "Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient également des attributions du Fonds de compensation pour la TVA au titre des dépenses d'investissement réalisées à compter du 1er janvier 2005 sur des biens relevant du Conservatoire du littoral. Seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec le Conservatoire, précisant notamment les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties ». Article L 1615-2 du CGCT.



7-1-1 Conditions d'occupation

L'occupation étant la condition indispensable et consubstantielle à la réalisation des travaux visés par la présente convention, celle-ci est délivrée à titre gratuit.

7-1-2 Etat des lieux

Le Bénéficiaire de la présente convention prend le terrain dans leur état au jour de son entrée en jouissance, et ne peut exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre le Conservatoire, ni réclamer aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

Un procès-verbal constatant l'état des lieux sera établi contradictoirement et à frais partagé, entre le Conservatoire et le Bénéficiaire lors de l'entrée en jouissance.

7.1.3 Respect des lois et règlements

Les lois et règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail, à l'urbanisme, à la police, aux monuments historiques classés et, d'une manière générale, les lois et règlements applicables, doivent être strictement respectés par le Bénéficiaire.

7.1.4 Exploitation et entretien

Le Conservatoire ne supporte aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien ou de réparation qui serait nécessaire pour assurer l'exploitation normale des ouvrages, constructions et installations réalisés par le bénéficiaire.

Le Bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, qu'elle qu'en soit l'importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations qu'il a lui-même réalisées.

Les ouvrages, constructions et installations ainsi que leurs abords doivent présenter en tout temps un aspect soigné.

7.1.5 Sous-location

Toute sous-location est interdite sur l'ensemble des terrains sans l'accord exprès du Conservatoire et du gestionnaire si le Bénéficiaire n'est pas le gestionnaire.

7-2 : Autorisations d'occupation non constitutives de droits réels.

Des autorisations d'occupation relatives aux biens visés par la présente convention pourront être accordées par le Bénéficiaire si elles sont conformes à la mission poursuivie par le Conservatoire après accord de ce dernier et du gestionnaire (*S'il n'est pas le bénéficiaire*). Elles seront co-signées par le Conservatoire et le gestionnaire (*s'il n'est pas le bénéficiaire*)

Leur durée ne peut excéder la durée de la présente convention.

Ces autorisations, consenties sur le domaine public, excluent l'application du régime des contrats privés, baux ruraux ou baux commerciaux.

Le bénéficiaire est alors autorisé à encaisser directement à son profit les produits de l'immeuble, qui doivent être affectés à la mise en valeur et à la gestion du bien.

Article 8 – Responsabilités et assurances

8-1 Dommages.

Le bénéficiaire est responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation des réalisations.

8-2 Assurances

Le bénéficiaire se garantit contre tout dommage.

Il souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile dans tous les cas où elle pourrait être recherchée, notamment du fait de son occupation des lieux, des entreprises, de l'existence et de l'exploitation des ouvrages et installations.



En ce qui concerne les dommages aux personnes, le montant couvert devra être du maximum possible sur le marché national de l'assurance et si possible illimité.

Une clause expresse spécifie que les polices d'assurances sont automatiquement résiliées dès la fin de l'occupation quelle qu'en soit la cause.

Les attestations d'assurance et quittances doivent être communiquées au Conservatoire sur simple demande.

Article 9 : Disposition d'exécution

9.1 - Modalités de versement de la participation du Conservatoire.

Sans objet

9.2 - Produits de la gestion

Si le Bénéficiaire perçoit à son profit les produits des parcelles concernées, conformément à l'article L 322-10, « il doit procéder au reversement périodique au Conservatoire du surplus des produits qui n'ont pas été affectés à la mise en valeur et à la gestion du bien »

9.3 - Durée

La durée de la présente convention est de 24 mois, à compter de sa signature :

-Si le bénéficiaire n'est pas le gestionnaire, la durée pourra être calculée sur la durée d'amortissement des investissements réalisés par le Bénéficiaire. L'entretien de la noue est à la charge du bénéficiaire pendant toute la durée de vie de l'ouvrage. Cette durée ne peut dépasser 30 ans.

Article 10 : Sort des installations et équipements à l'issue de la convention

A l'issue du titre d'occupation, les installations et les équipements réalisés seront incorporés au domaine public du Conservatoire sans que celui-ci soit tenu au versement d'aucune indemnité.

Article 11 : Résiliation

11.1- Résiliation amiable

La résiliation ou la modification de la présente convention ne peut intervenir avant son terme, sauf accord entre les parties qui devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention qui en précisera les modalités.

11.2 – Résiliation de l'autorisation à l'initiative du bénéficiaire

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant la date fixée à l'article 9.3 ci-dessus, le bénéficiaire peut obtenir la résiliation de la présente autorisation en notifiant sa décision par lettre recommandée adressée au Conservatoire, moyennant un préavis de deux mois.

La résiliation ne pourra être acceptée par le Conservatoire que si le bénéficiaire a normalement entretenu les aménagements ou constructions existants ou réalisés par référence à l'état des lieux prévus à l'article 7-1-1 ci-avant ou au dernier rapport d'évaluation partagée prévu à l'article 6.

En outre, cette résiliation ne pourra prendre effet que sous les conditions suivantes :

➤ Le Bénéficiaire devra terminer les tranches de travaux en cours jusqu'à leur achèvement définitif et solder financièrement tous les contrats et marchés qu'il pourrait avoir contractés afin que le Conservatoire ne puisse être inquiété à quelque titre que ce soit.



➤ De même, il devra dénoncer préalablement les autorisations d'occupation non constitutives de droits réels qu'il aurait pu passer afin de remettre au Conservatoire un bien libre de toute occupation. Il fera son affaire personnelle de toutes les indemnisations qu'il devrait à ce titre.

➤ Il devra dénoncer tous les contrats et assurances qu'il aurait contractés vis à vis des biens objet des présentes en veillant à régler toutes les factures.

Dans ce cas, aucune indemnisation ne sera due par le Conservatoire à quelque titre que ce soit.

11.3 – Retrait de l'autorisation d'occupation par le Conservatoire pour inexécution des clauses et conditions

Faute par le bénéficiaire de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières de la présente convention et notamment en cas de :

- Cession partielle ou totale de l'autorisation sans agrément du Conservatoire,
- Non-exécution totale ou partielle des travaux prévus à l'article 4.1 entraînant un risque de perte d'intégrité du domaine du Conservatoire,
- Sous-location partielle ou totale non autorisée conformément à l'article 7-1-5, ou perte par le bénéficiaire des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur,

La présente convention peut être retirée par décision motivée du Conservatoire deux mois après en avoir informé le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Un constat contradictoire entre le Conservatoire et le bénéficiaire aura été dressé au préalable.

Ce retrait de l'autorisation sera notifié en recommandé avec A/R et se fait sans indemnité de quelque nature que ce soit.

11.4 - Retrait de l'autorisation d'occupation par le Conservatoire pour un motif d'intérêt général, en particulier en cas de modifications législative ou réglementaire s'imposant au Conservatoire.

Nonobstant la durée prévue à l'article 9.3 ci-dessus, la présente convention peut être retirée par le Conservatoire, à tout moment, si l'intérêt général l'exige *ou en cas de résiliation par l'Etat d'une convention d'attribution (L 322-6-1 du code de l'environnement) portant sur les biens visés à l'article 2.*

Dans ces cas, conformément à l'article R 322-12 du Code de l'environnement, « le bénéficiaire est indemnisé pour la partie non amortie des aménagements et des travaux qu'il aura réalisés avec l'accord du Conservatoire » sur ses fonds propres et *déduction faite de la participation du Conservatoire fixée à l'article 4.*

Les modalités d'information du Bénéficiaire sont les mêmes que dans le cas de retrait pour inexécution des clauses et conditions.

11.5 - Caducité.

Tout changement législatif ou réglementaire affectant un ou plusieurs articles de la Convention, en particulier toute modification des articles L 322-9 et L 322-10 du Code de l'Environnement ou de leurs textes d'application, entraînera la caducité de cette convention, sauf avenant la mettant en conformité.

Article 12 : Impôts et frais

Le Bénéficiaire supportera tous les frais inhérents à la présente autorisation. En accord entre les parties, les impôts fonciers, auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens faisant l'objet de la présente autorisation, continueront à être supportés par le Conservatoire du littoral.



Article 13- Litiges

La présente convention étant un contrat administratif, seul le tribunal administratif de TOULON est compétent pour régler les éventuels conflits entre les partenaires.

A _____, le

Le Conservatoire du littoral

Le Gestionnaire

Le Bénéficiaire

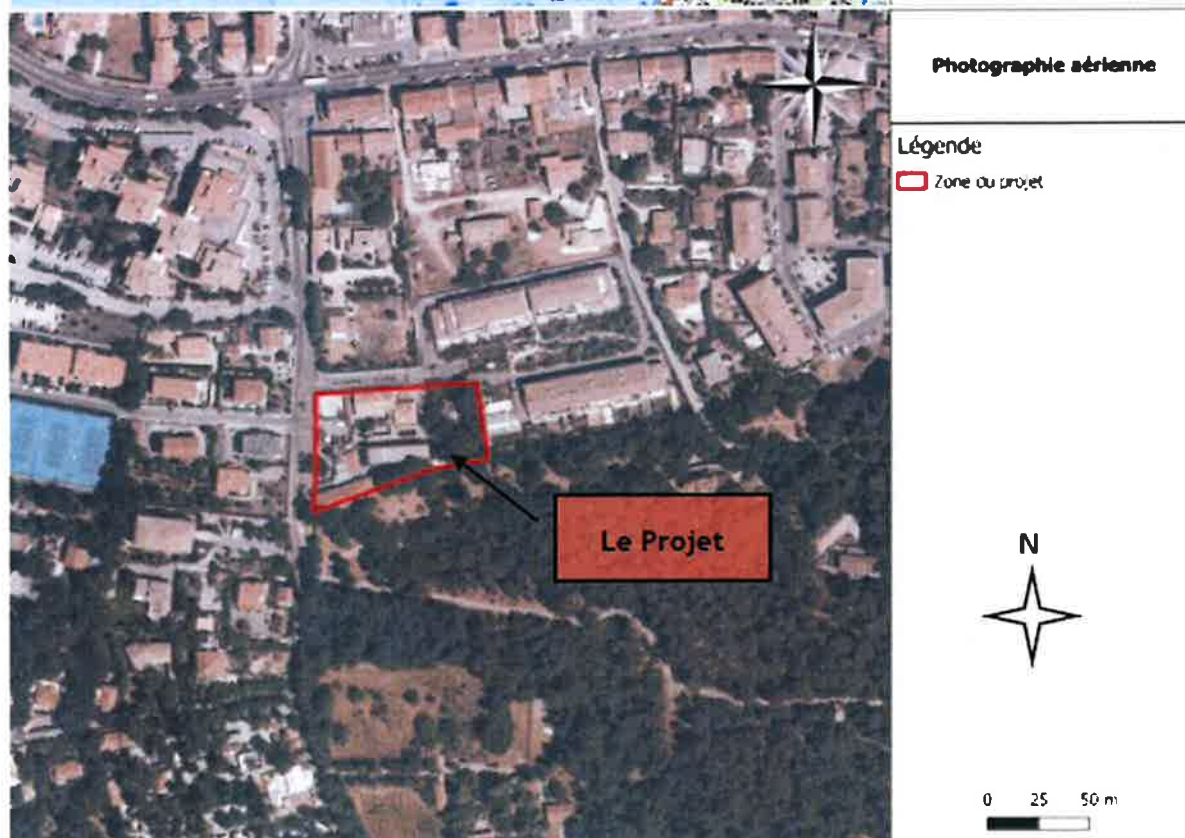
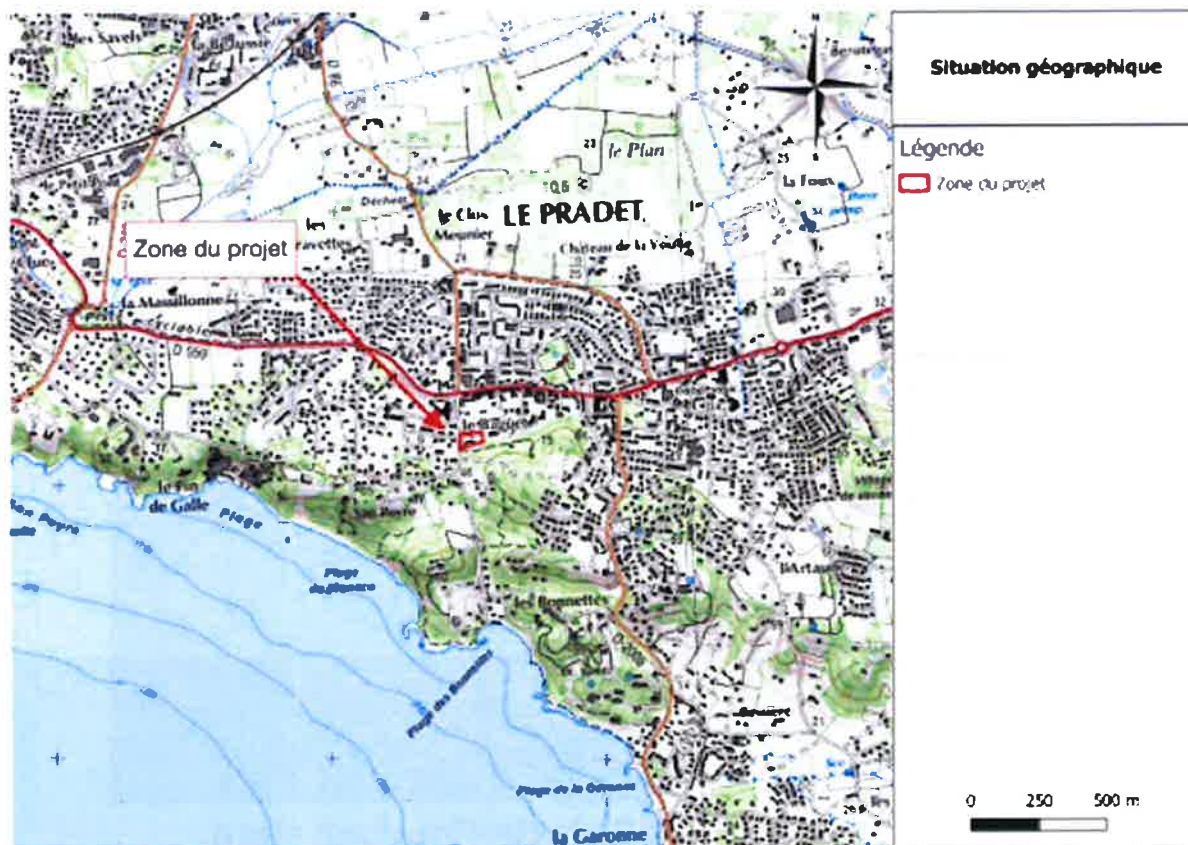
ANNEXE 1 : PLAN DU SITE

ANNEXE 2 : PROGRAMME PREVISIONNEL DE TRAVAUX

ANNEXE 3 : ENVELOPPE FINANCIERE



ANNEXE 1 / PLAN DU SITE





Parcelle AP236 du Bois de Courbebaisse



ANNEXE 2 : PROGRAMME PREVISIONNEL DE TRAVAUX

Les travaux se dérouleront au premier trimestre 2025. La durée des travaux est estimée à environ 4 semaines

La noue présente environ 80 ml, pour une largeur variable de 2 à 6 m.
Elle aura une profondeur de 30cm.

Sa superficie est d'environ 450m².

Entretien de la noue à la charge du bénéficiaire pendant toute la durée de vie de l'ouvrage :

- L'entretien de l'ouvrage est limité à une fauche de la prairie (non irriguée) une à deux fois par an,
- Une visite de contrôle une à deux fois par an du dépôt de litière dans la noue permettra d'éliminer tout risque d'engorgement au point de récolte le plus à l'Ouest (au droit du mur de limite du bois de Courbebaisse).

PROGRAMME PREVISIONNEL DES TRAVAUX DE REALISATION DE LA NOUE			
	Janvier 2025	Février 2025	Mars 2025
Nature des travaux			
Dessoussage de deux mimosas	Mi-janvier		
Débroussaillage		Début février	
Modelage des terres		Courant février	
Mise en forme		Courant février	
2 arbres plantés		Courant février	
Semence par prairie rustique			Début mars



ANNEXE 3 : ENVELOPPE FINANCIERE

COÛT DES TRAVAUX ET REPARTITION FINANCIERE		
Nature des travaux	Association UMANE	Conservatoire du Littoral
Dessouchage de deux mimosas (350 € l'unité)	700.00 € HT	0
Débroussaillage	850.00 € HT	0
Modelage des terres, mise en forme	2 250.00 € HT	0
Deux arbres plantés (650 € l'unité)	1 300.00 € HT	0
Semence par prairie rustique	1 575.00 € HT	0
Total des coûts	6 675.00 € HT	0

Ces travaux sont à l'entière charge du bénéficiaire, soit 6 675,00 € HT

